

Copie anonyme - n°anonymat :



G2-00047

Eco So His

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2023

Épreuve de :

Économie sociologique et Histoire.

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Même si au premier stade, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) semble aggraver la situation environnementale ; le meilleur sentier pour retrouver un environnement décent semble être la richesse.

Tel est ce qui nous est donné à observer sur l'interprétation environnementale de la courbe de Kuznets. Selon cette interprétation, il apparaît évident que l'enjeu environnemental et par extension les enjeux sociaux ne pourraient se résoudre que par une croissance qui permettrait innovations, progrès et dépenses.

Pourtant Serge Latouche, économiste français, propose une théorie de la décroissance (La décroissance) et invite à cesser « la consommation excessive qui mène à notre anti-société capitaliste » et prône une décroissance afin de résoudre le problème environnemental. Pour Astemazy, Cohen et Lemik (Repenser le modèle social) l'état-providence peut se définir comme le garant de la sécurité sociale des citoyens.

La décroissance quant à elle correspondrait à une diminution du PIB et donc d'un recul de la croissance dans une optique de durabilité environnementale.

La question de la possible compatibilité entre décroissance et état-providence renvoie à la possibilité de conciliation des deux enjeux et de la possible durabilité de cette association. Mais alors, comment garantir une sécurité sociale décente dans un état qui ne réalise plus de profits ?

Comment concilier progrès environnementaux et sécurité sociale dans un état en perte?

Si la décroissance a pu être synonyme de pertes qui rendraient complexe la mise en place et le maintien d'un état providence (I), un nouveau modèle alliant les enjeux de l'environnement et l'enjeu de protection sociale semble réalisable (II). Alors, ne pourrait-on pas plutôt concilier enjeux environnementaux et sociaux sans passer par une décroissance? (III)

* *

Tout d'abord, la décroissance semblerait empêcher et nuire à l'existence de l'état-providence.

Le coût de maintien d'un état providence "complet" est élevé et requiert un budget de dépenses à y assurer important. En effet selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 71% de la population active mondiale ne bénéficie pas d'un "état-providence complet" et d'une sécurité sociale "totale".

Ce pourcentage a pu être expliqué par Ashemazy, Cohen et Lemik, (Repenser l'état providence) qui affirment que la mise en place d'un état providence complet nécessite d'attribuer un fort pourcentage de son PIB aux dépenses de protection sociale. Ils illustrent en prenant les exemples de la France, du Danemark et de la Suède qui attribuent respectivement 31,6%, 30,2% et 32,5% de leur PIB aux dépenses de sécurité sociale.

De plus, il est notoire qu'une décroissance qui s'apparenterait à une désindustrialisation liée à une réduction de la consommation générale, engendrerait une destruction de capitaux, du chômage et finalement résulterait sur une augmentation démesurée des coûts supplémentaires pour garantir une sécurité sociale totale. En effet durant l'épisode de désindustrialisation qui a marqué la France dans les années 80, l'indice

de pollution du pays n'est un diminuer drastiquement, mais d'autre part les révoltes sociales et la hausse syndicale manifeste d'un mécontentement global qui serait alors certainement lié à un état-providence limité.

Une décroissance destructrice d'emploi ne ferait qu'envenimer la situation d'un état-providence préalablement limité.

La décroissance incarnerait le choix d'un manque à gagner qui aurait pu permettre un développement social et environnemental. Le refus du choix d'un "Big Push" tel que théorisé par Nurkse et Rosenstein-Rodan : une stratégie de développement marquée par un investissement qui accompagne tous les secteurs d'une économie. Choisir la décroissance serait alors une façon de se limiter et se fermer des possibilités de concilier environnement et sécurité sociale sans forcément passer par une étape de décroissance.

Dans un système mondialisé et interdépendant, choisir la décroissance, c'est pratiquer des politiques contraires à celles des autres pays, ce qui limite ainsi leur efficacité et limite aussi l'achèvement des autres pays. En effet, lors de la relance Mauroy proposée en France en 1981, les politiques restrictives menées dans les autres pays du monde entier ont condamnées l'efficacité de cette politique.

La relance qui visait à produire plus a été limitée dans ses attentes par des pays étrangers qui ne la supportaient plus, générant alors un épisode de surproduction marqué par une baisse de prix, des stocks saturés et une dette qui restait une creusée.

Finalement si demain certains pays tels que les États-Unis et la Chine décidaient de réduire drastiquement leur consommation, les conséquences économiques dans les autres pays seraient dévastatrices et rendraient la conjoncture mondiale largement défavorable à l'instauration ou au maintien d'un état-providence, notamment à cause d'une dette qui lui empêcherait de réaliser des dépenses supplémentaires.

Toujours dans une vision de système mondialisé,

choisir la décroissance, c'est réduire ses exportations mais parfois la réduction des importations ne peut pas suivre à cause d'une dépendance accrue dans des biens agricoles, ce qui pourrait ainsi creuser le déficit de la balance commerciale du pays, comme se fut le cas de l'Algérie dans les années 70. La volonté de créer un régime dit : « auto-centré » qui a échoué à cause d'une dépendance trop importante aux importations agricoles.

* *

Alors, effectivement certains types de décroissances semblent défavorable à la mise en place d'un système économique stable qui rendrait possible la maintenance d'un état-providence, mais peut-être que certains autres types de décroissance pourrait aider et aller de pair avec cet état-providence.

Quelle décroissance irait de pair avec la soutenabilité d'un état-providence ?

* *

En réalité, dans certains cas il est envisageable de concilier décroissance et état-providence.

La décroissance serait une mesure d'action afin de résoudre le problème environnemental et il suffirait de mettre en place d'autres plans d'actions afin de garantir la stabilité de l'état-providence. C'est ce que stipule le principe de Tinbergen, c'est-à-dire, multiplier les domaines d'interventions et d'actions afin d'atteindre le plus d'objectifs. Ainsi allier des actions pour atteindre des objectifs environnementaux pourraient passer par une décroissance et la stabilisation de l'état-providence par d'autres types de dépenses de l'état.

Le plus, la décroissance une comme réduction de l'emploi industriel ou destruction des emplois qui promouvraient une croissance polluante, n'est pas forcément synonyme de marasme économique.

Effectivement des économistes tels que Samy (Le chômage et la machine, 1980) voient au-delà de cette désindustrialisation un « déversement sectoriel »

Copie anonyme - n°anonymat :

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 8

Session : 2023

Emplacement
QR Code

Épreuve de :

Economie Sociologie et Histoire

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

à l'œuvre, un passage d'une industrie des biens à une industrie des services bien moins polluante. Thesmar et Landier le soulignent (L'état transluce : pour en finir avec le mythe de l'état bienveillant), il ne faut pas s'inquiéter de la désindustrialisation qui engendrerait une décroissance verte, en effet la France arrive dorénavant à tirer son profit dans l'industrie des services. La part de l'industrie dans le PIB français est alors passé de 44% à 24% et plus autant le PIB a continué à croître dans les années 80 à 2007. De toute manière, la France possède d'autres avantages comparatifs pour faire survivre et entretenir son système comme le mentionnent Artus et Virard (La France sans ses usines), notamment grâce à son positionnement géographique avantageux, ses faibles dépenses de recherche et développement qui s'élèvent à 2,4% du PIB contre 0,4% en Grèce ou encore son haut niveau de diplômés du supérieur qui représentent plus d'un tiers de la population active. Ainsi, une décroissance subissant dans les secteurs polluants tels que l'industrie ne nuirait pas à la stabilité conjoncturelle du pays et lui permettrait de continuer à développer son état-providence. Par ailleurs, un système plus généralisé de moindre consommation tel que précédemment annoncé avec Labanche (La décroissance) semble réalisable

Néanmoins à partir de ce que prônait Keynes (Lettre à nos petits enfants, 1930), c'est-à-dire, une société de moindre consommation mais aussi moindre production qui passe par une réduction du temps de travail et une préférence pour « l'économie du bien-être » (TIROLE, 2014).

De cette manière, certes les moindres dépenses individuelles des agents auront un impact sur le marché de l'emploi mais la moindre production généralisée rendra possible un sous-équilibre global qui concilierait déviance et état-providence par des coûts sociaux qui seraient moindres. Un retour en quelque sorte à un « âge de pierre, âge d'abondance » (SALHIUS).

* *

Alors, effectivement de certaines façons il est concevable d'envisager des formes de déviances spécifiques au global, que l'on pourrait concilier avec le modèle d'état-providence, mais n'y aurait-il pas d'autres solutions afin de résoudre les problèmes environnementaux tout en garantissant une sécurité sociale ?

Quelles autres solutions pour concilier environnement et sécurité sociale ?

* *

Enfin, d'autres solutions pour concilier ces deux enjeux semblent se dessiner.

Tout d'abord, il apparaît que réformer le système d'état-providence tel que nous le proposons Pisani-Ferry et Bernassy-Quere (3 leçons sur le modèle d'état-providence) ne semble pas nuire à l'environnement.

Pour eux ce développement de l'état-providence doit promouvoir une meilleure égalité entre hommes et femmes, promouvoir une meilleure égalité

les chances, ainsi qu'une égalité face aux retraites.
Cette piste de solution d'état-providence me semble pas
buter contre un développement durable et une économie
verte, voire même une décroissance mais qui
n'apparaît pas forcément comme nécessaire ou même
inévitable. Des modèles comme le modèle danois
d'état-providence semblent être de bons exemples
qui arrivent à faire coïncider état-providence effectif,
bonne gestion environnementale et croissance, bien qu'elle
soit légère.

De plus des stratégies telles que l'application de la règle
d'Hartwich semblent être de bonnes alternatives
si elles sont adaptées aux enjeux concernés.

Cette règle stipule que tous les profits dégagés des ressources
naturelles et de l'environnement doivent être réinvestis
dans du capital naturel, ou social. De cette façon
il sera possible d'associer : dépenses pour l'environnement
et dépenses en matière de sécurité sociale, et ce,
dans un système relativement durable, alimenté par les
profits dégagés du capital naturel. Cette solution,
ne fait également pas apparaître la décroissance comme
une nécessité absolue tel que l'annonce Labrousse
pour qui, seule la décroissance est préférable et
envoiable, là où, le développement durable lui semble
être une exigence, car le développement, que l'on pourrait
associer à la mise en place d'un état providence,
n'est pas soutenable. Il y aurait un arbitrage à
faire, ce qui semblerait démenti par ces solutions.

* *

En somme, bien que la décroissance ait pu être
synonyme de pertes qui rendraient complexe la mise
en place ou le maintien d'un système d'état-providence,
notamment au travers de coûts élevés de la réalisation
d'un tel système et la potentielle incompatibilité entre
réduction de la croissance qui causerait du chômage
et la volonté d'un état-providence, de nouvelles

modèles semble faire marcher de pair décroissance et état-providence, notamment dans des cas spécifiques de décroissances ou dans des cas plus globaux qui visent à entrer dans une société moins consumériste.

Pour autant la décroissance ne semble pas être l'unique réponse aux questions sociales et environnementales.

Finalement, la potentielle existence d'un tel système favoriserait-il par la même occasion la réduction des inégalités ou en serait-il incapable ?

*